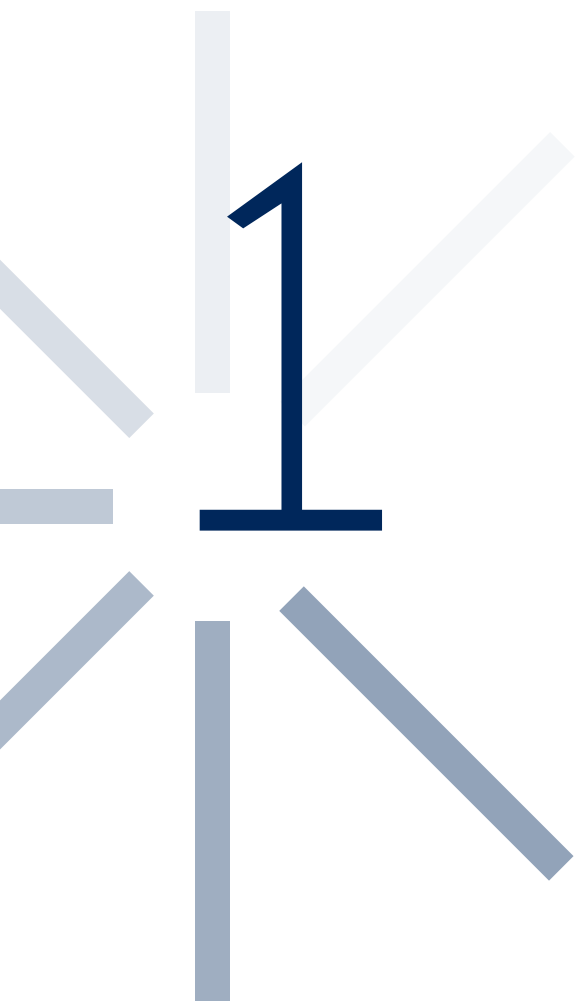


Comptes semestriels

au 30 juin 2012





RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL

CHIFFRES CLÉS

Compte de résultat	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
En milliers d'euros	6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	8 403	9 720	20 556
Résultat opérationnel courant	- 1 042	692	1 712
Résultat opérationnel	- 1 064	696	1 688
Résultat net Part du Groupe	- 743	499	1 257

Bilan	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
En milliers d'euros			
Capitaux Propres	17 731	18 369	18 950
Actif courant	15 113	16 650	17 892
Passif courant	9 678	10 326	10 644
Total Bilan	29 060	29 840	31 341

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT CONSOLIDÉS

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 8 403 K€ contre 9 720 K€ pour le 1^{er} semestre 2011.

Par nature de vente, le chiffre d'affaires se répartit de la façon suivante :

En milliers d'euros	1 ^{er} semestre 2012		1 ^{er} semestre 2011		Evolution en %
		%		%	
Licences	927	11 %	1 494	15%	- 38 %
Maintenance	3 408	40 %	3 411	35%	Ns
Professional Services	4 068	49 %	4 815	50%	- 16 %
Total	8 403	100%	9 720	100%	- 14 %

Au titre du 1^{er} semestre 2012, le chiffre d'affaires est en baisse de - 14 % au regard de la même période de 2011.

Le chiffre d'affaires licences de Coheris est en décroissance de 38 % par rapport au 1^{er} semestre 2011. Un marché particulièrement difficile pour les ventes de produits CRM ainsi que la réorganisation commerciale devant permettre de soutenir le renouvellement de ses gammes de produits destiné à apporter plus de valeur métier aux clients ont pesé sur le chiffre d'affaires du Groupe au 1^{er} semestre. Dans le même temps, le Groupe a continué à enrichir son réseau de partenaires pour la commercialisation de ses solutions (ventes indirectes).

Le chiffre d'affaires maintenance est quant à lui parfaitement stable ce qui démontre que la base clients installés résiste bien.

Les Professional Services qui accompagnent le déploiement des projets sont en repli de 16%.

Compte tenu de ce repli sensible du chiffre d'affaires ainsi que la poursuite des investissements R&D et commerciaux dans le cadre du plan stratégique à 3 ans, le résultat opérationnel courant ressort à - 1 042 K€ contre 692 K€ au 1^{er} semestre 2011.

Le résultat opérationnel consolidé s'établit à - 1 064 K€ contre 696 K€ au 1^{er} semestre 2011.

Le coût de l'endettement financier net de - 45 K€ contre - 2 K€ au titre de la même période 2011.

Après prise en compte de l'impact de l'impôt sur les sociétés, le résultat net consolidé ressort ainsi à - 743 K€ contre 499 K€ au 1^{er} semestre 2011.

L'effectif du groupe au 30 juin 2012 est de 188 collaborateurs contre 198 au 30 juin 2011.

INVESTISSEMENTS

Les investissements de la période se sont élevés à 1 414 K€ dont 1 368 K€ ont été investis en développement sur les logiciels de Coheris dans les domaines du CRM, de la Business Intelligence et du Datamining (contre 1 288 K€ au premier semestre 2011 dont 1 282 K€ en développement logiciels).

PERSPECTIVES

En dépit de conditions de marché peu favorables, Coheris poursuit l'exécution de son plan de marche, qui doit faire de la société un éditeur de référence sur le marché français des solutions de gestion de la relation clients intégrant pilotage analytique et analyse prédictive. Le développement de la société devrait passer, d'une part, par la poursuite des investissements R&D et commerciaux et, d'autre part, par des acquisitions ciblées lui permettant de renforcer son expertise métier et de poursuivre ainsi le développement d'offres orientées métier et à forte valeur ajoutée.

Néanmoins et compte tenu des évolutions du marché et du contexte économique, Coheris va rester prudent dans ses perspectives de fin d'année.



BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF (en milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Écarts d'acquisitions	8 385	8 385	8 385
Immobilisations incorporelles	3 807	3 793	3 585
Immobilisations corporelles	281	258	308
Titres mis en équivalence	143	175	171
Actifs financiers	354	364	365
Autres placements non équivalents de trésorerie	360		360
Actifs d'impôts différés	618	215	275
ACTIF NON COURANT	13 948	13 190	13 449
Stocks et en-cours	34	5	7
Clients et comptes rattachés	6 751	8 823	9 742
Autres créances et comptes de régularisation	708	952	525
Disponibilités	7 619	6 870	7 618
ACTIF COURANT	15 113	16 650	17 892
TOTAL DE L'ACTIF	29 060	29 840	31 341
PASSIF (en milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Capital	2 245	2 245	2 245
Réserves liées au capital	682	696	681
Titres auto détenus	-988	-784	-938
Réserves et résultats consolidés	15 885	16 305	17 061
Écarts de conversions	-93	-93	-99
Capitaux propres - part du groupe	17 731	18 369	18 950
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES	17 731	18 369	18 950
Passifs financiers (> 1 an)	589	113	748
Passif d'impôts différés	199	337	250
Provisions pour risques et charges	863	695	749
PASSIF NON COURANT	1 651	1 145	1 747
Passifs financiers (< 1 an)	625	358	624
Fournisseurs et comptes rattachés	914	1 565	1 077
Autres dettes et comptes de régularisation	8 139	8 403	8 943
PASSIF COURANT	9 678	10 326	10 644
TOTAL DU PASSIF	29 060	29 840	31 341



COMPTE
DE RÉSULTAT
CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Chiffre d'affaires	8 403	9 720	20 556
Autres produits de l'activité	1 522	1 313	2 684
Achats et services extérieurs	-1 698	-2 103	-4 120
Charges de personnel	-7 518	-6 803	-14 361
Impôts et taxes	-264	-238	-544
Dotations aux amortissements	-1 219	-1 134	-2 260
Dotations aux provisions	-116		-95
Autres produits et charges d'exploitation	-152	-63	-148
Résultat opérationnel courant	- 1 042	692	1 712
Autres produits et charges opérationnels	-22	4	-24
Résultat Opérationnel	- 1 064	696	1 688
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	71	38	21
Autres produits et charges financiers	-116	-40	-18
Coût de l'endettement financier net	- 45	-2	3
Charges d'impôt	394	-180	-415
Résultat des sociétés mises en équivalence	-28	-15	-19
Résultat Net	-743	499	1 257
Part du groupe	-743	499	1 257
Intérêts minoritaires			
Nombre d'actions retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG par action	-0,13	0,09	0,22
Nombre d'actions diluées retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG dilué par action	-0,13	0,09	0,22



4

TABLEAU
CONSOLIDÉ
DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Résultat net des sociétés intégrées	-743	499	1 257
Résultat des sociétés mises en équivalence	28	15	19
Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 219	1 036	2 301
Charges et produits liés aux stocks-options	-1		-15
Plus et moins-values de cession			-18
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	503	1 550	3 544
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	-394	180	415
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	109	1 730	3 959
Impôt versé (B)		-263	-608
Variation du BFR lié à l'activité (C)	1 928	1 353	857
Flux de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	2 037	2 820	4 208
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Corp. et incorp.	-1 414	-1 288	-2 348
Encaissements liés aux cessions d'immo. Corp. et incorp.	11		37
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Financières		-1	-5
Encaissements liés aux cessions d'immo. Financières		32	34
Incidence de variation de périmètre (2)		-579	-579
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-1 403	-1 836	-2 861
Rachats et ventes d'actions propres (1)	-50	-8	-161
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-420	-427	-427
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		20	982
Placements de trésorerie considérés comme non équivalent de trésorerie			-360
Remboursement d'emprunts	-156	-37	-106
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-626	-452	-72
Variation de trésorerie nette (D+E+F)	8	532	1 275
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	7 609	6 334	6 334
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	7 617	6 866	7 609

(1) Solde des achats d'actions propres et des transferts pour règlement d'earn out.

(2) Incidence des variations de périmètre : Acquisition de Quatrx

(en milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Prix d'achat des titres		900	900
Trésorerie des sociétés acquises		-321	-321
Incidence des variations de périmètre		579	579

A large, dark blue number '5' is positioned on the left side of the page. It is surrounded by several light blue lines that radiate outwards from its center, creating a starburst or sunburst effect. The lines vary in length and angle, extending towards the top-left, top-right, and bottom-right of the page.

5

TABLEAU CONSOLIDÉ
DE VARIATION
DES CAPITAUX PROPRES

Comptes semestriels au 30 juin 2012

Ils évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2010 et 2011 et 30 juin 2011 :

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultat consolidés	Écart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 31 décembre 2010	2 245	696	-776	16 231	-88	18 308		18 308
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de conversion					-5	-5		-5
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					-5	-5		-5
Opération sur titres auto détenus			-8			-8		-8
Paielements fondés sur des actions								
Versement du dividende				-427		-427		-427
Autres variations				2		2		2
Résultat 1 ^{er} semestre 2011				499		499		499
Total des opérations revenant aux actionnaires			-8	74		66		66
Au 30 juin 2011	2 245	696	-784	16 305	-93	18 369		18 369
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de conversion					-6	-6		-6
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres						-6		-6
Opération sur titres auto détenus			-154			-154		-154
Paielements fondés sur des actions		-15				-15		-15
Versement du dividende								
Autres variations				-2		-2		-2
Résultat 2 nd semestre 2011				758		758		758
Total des opérations revenant aux actionnaires		-15	-154	756		587		587
Au 31 décembre 2011	2 245	681	-938	17 061	-99	18 950		18 950
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de conversion					6	6		6
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					6	6		6
Opération sur titres auto détenus			-50			-50		-50
Paielements fondés sur des actions		1				1		1
Versement du dividende				-420		-420		-420
Autres variations				-13		-13		-13
Résultat 1 ^{er} semestre 2012				-743		-743		-743
Total des opérations revenant aux actionnaires		1	-50	-1 176		-1 225		-1 225
Au 30 juin 2012	2 245	682	-988	15 885	-93	17 731		17 731



6

NOTES AUX
COMPTES
CONSOLIDÉS

Les notes sont regroupées sous les titres suivants:

6.1 - Principes et méthodes comptables utilisés	14
6. 1.1 - Périmètre de consolidation	14
6. 1.2 - Méthodes d'évaluation	15
6. 1.2.1 - Règles et méthodes comptables	15
6. 2 - Explication des postes des éléments financiers	17
6. 2.1 - Écarts d'acquisition	17
6. 2.2 - Immobilisations incorporelles	17
6. 2.3 - Créances d'exploitation	17
6. 2.4 - Etat des produits et charges comptabilisés	17
6. 2.5 - Provisions risques et charges	17
6. 2.6 - Emprunts et dettes financières	17
6. 2.7 - Autres produits et charges opérationnels	18
6. 2.8 - Effectif	18
6. 2.9 - Impôt sur les sociétés	18
6. 2.10 - Transactions avec les parties liées	18
6. 2.11 - Engagements hors bilan	18
6. 3 - Attestation du responsable du rapport semestriel d'activité	18

Les informations sont exprimées en milliers d'euros sauf pour le résultat par action.

6.1 - PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES UTILISÉS

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Coheris pour la période se terminant le 30 juin 2012 comprennent la société et ses filiales et sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Coheris n'a pas anticipé de norme, amendement et interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2012.

Conformément à la norme IAS 1 révisée, le résultat net global est présenté dans deux états séparés : le compte de résultat et l'état des produits et charges comptabilisés en note 2.7 (incluant les gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres).

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que les normes, amendements et interprétations, non encore validées par l'Union Européenne sont sans incidences sur les comptes du groupe Coheris. Les états financiers intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 12 septembre 2012.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

La présentation d'états financiers consolidés intermédiaires, nécessite le recours à des analyses fondées sur des évaluations et des hypothèses qui ont une incidence sur les produits, les charges, actifs, passifs du groupe. Ces évaluations sont basées sur les expériences acquises par le groupe, et d'autres facteurs jugés raisonnables selon les circonstances actuelles. Les résultats réels pourront différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires, les impôts différés actifs, les tests de valeurs sur les actifs, et les provisions.

Il convient de noter que la société ne procède pas à l'estimation chiffrée du crédit d'impôt recherche lors de l'arrêté semestriel, par conséquent aucun crédit d'impôt recherche n'est comptabilisé dans les états financiers intermédiaires au titre des premiers semestres 2011 et 2012.

6.1.1 - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Société	% contrôle	% intérêt	Méthode	Date d'entrée
Coheris SA	Mère	Mère		
Coheris GmbH	100 %	100 %	I.G.	01/04/2000
Coheris Benelux	100 %	100 %	I.G.	20/07/2000
Coheris Suisse	100 %	100 %	I.G.	01/10/2000
DataXpresso	100 %	100 %	I.G.	01/03/2007
Jeemeo	15%	15%	M.E.	31/12/2010
Quatrx	100%	100%	I.G.	01/05/2011

6.1.2 - MÉTHODES D'ÉVALUATION

6.1.2.1 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs résiduels sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement :

- les frais de recherche et développement :
 - ils sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges,
 - l'économie d'impôt liée au Crédit Impôt Recherche, découlant de la partie éligible des frais de recherche et développement, est incluse dans la valorisation des actifs ainsi constatés (ce traitement du CIR a été appliqué pour la première fois au 31/12/09),
 - Ils sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des licences intégrées dans les logiciels produits :
 - sont évaluées au coût d'acquisition,
 - sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureau comptabilisés à leur coût historique

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	3 ans linéaires
Installations	5 ans linéaires
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaires
Mobilier de bureau.	2 à 7 ans linéaires

Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont principalement composés de titres de participation non consolidés et de la part à plus d'un an des prêts et créances évalués au coût amorti.

S'agissant de placements dans des instruments de capitaux propres qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable, les titres de participation non consolidés sont évalués au coût.

Les prêts et créances évalués au coût amorti sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables, puis évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers non courants font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspond à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, estimée d'après l'actualisation des flux de trésorerie attendus (actualisation au taux d'intérêt courant du marché pour un actif financier similaire pour les titres de participation non consolidés évalués au coût, au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts et créances évalués au coût amorti).

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

L'activité d'édition de logiciels faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence, de maintenance et de services associés, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris) sont comptabilisés dès leur livraison.

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

Dans le cas exceptionnel où les services associés seraient considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel (modifications essentielles des caractéristiques techniques et/ou fonctionnelles intrinsèques du produit), le projet serait considéré dans son ensemble et serait comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

Information sectorielle

La norme IFRS 8 relative à l'information sectorielle impose d'analyser la performance de l'entreprise en fonction de secteurs opérationnels. Compte tenu de la nature de ses produits, des procédés de fabrication et de la typologie de ses clients, l'activité d'Editeur de Logiciels présente un caractère très intégré. De ce fait, Coheris est mono secteur. Néanmoins, et à titre d'information, Coheris présente une ventilation de son chiffre d'affaires par principales natures et par zones géographiques qui ne s'inscrit pas dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur liquidative en fin de période, les plus-values latentes étant directement imputées sur les capitaux propres.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges identifiés à la clôture de l'exercice, mais dont la réalisation est incertaine font l'objet de provisions ; il s'agit plus particulièrement :

- des litiges,
- des pertes et pénalités probables sur les contrats,
- des indemnités de fin de carrière. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au-delà,
- taux d'actualisation de 3,61 %

Impôts

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan consolidé et des déficits fiscaux dont la recouvrabilité est probable. Ils sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant les derniers taux d'impôts votés à la date de la clôture.

Calcul du résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé comme décrit ci-dessus, y compris le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des options existantes. Ce calcul est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

Conversion des comptes des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères ont été convertis pour le bilan au cours de clôture et pour le compte de résultat au cours moyen de la période.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont principalement composés d'emprunts et de dettes auprès des établissements de crédit. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur (prenant en compte les éventuels coûts de transaction directement rattachables) puis évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

Paiement en actions

Les options attribuées à compter du 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1^{er} janvier 2005 ont été prises en compte.

Les bénéficiaires des options peuvent exercer leurs droits 4 ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de 3 ans, soit entre la 5^{ème} et la 7^{ème} année suivant l'attribution.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution a été effectuée en appliquant un modèle de type Black & Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'un 1/4 par an prorata temporis la première année.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'intérêt sans risque égal au taux d'intérêt OAT 10 ans à la date d'attribution du plan
- Cours du support égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédant la date d'attribution du plan
- Volatilité (Sigma) observée sur les trois derniers mois de bourse à la date d'attribution du plan
- Taux de rendement du support égal à 2%
- Prix d'exercice et maturité fixés par le plan

6.2 - EXPLICATION DES POSTES DES ÉLÉMENTS FINANCIERS

6.2.1 - ÉCARTS D'ACQUISITION

Le montant net total des écarts d'acquisition ressort à 8 385 K€ identique au 31 décembre 2011.

Des tests de valorisation ont été mis en œuvre selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 4 ans
- taux de croissance à l'infini à 2% au-delà
- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Bêta de la société (au 30/06/2012, le taux d'actualisation retenu est de 9,96 %).

Les mêmes hypothèses ont été retenues pour l'ensemble des tests de valorisation effectués pour tenir compte d'une homogénéité des activités, des marchés, et des zones géographiques des actifs concernés.

La valorisation des actifs est particulièrement sensible aux hypothèses retenues pour l'établissement du budget pour les années 1 à 4, aux taux d'actualisation et de croissance à l'infini. Par conséquent, des tests de sensibilité ont été réalisés afin de s'assurer que la variation des hypothèses des cash-flows prévisionnels à + ou - 20 % et des taux à + ou - 1 % n'avait pas d'impact significatif sur la valeur des actifs inscrits au poste écart d'acquisition à la fin de l'exercice.

Les méthodes analogiques n'ont pas été retenues compte tenu de la forte disparité et de la forte volatilité des valorisations de sociétés comparables et de transactions dans ce domaine d'activité.

6.2.2 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles nettes passent de 3 585 K€ au 31 décembre 2011 à 3 807 K€ au 30 juin 2012.

Les investissements en recherche et développement ont été de 1 379 K€ et les amortissements correspondants de 1 156 K€.

6.2.3 - TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

Le 21 décembre 2010, Coheris a acquis par voie d'augmentation de capital 15,83 % de la société Jeeméo qui dispose d'une technologie d'intégration des réseaux sociaux aux logiciels de CRM. La valeur des titres de la société Jeeméo mis en équivalence dépend des perspectives de développement de ces activités.

6.2.4 - CRÉANCES D'EXPLOITATION

Elles sont présentées nettes de provision. Les provisions clients comptabilisées au 30 juin 2012 s'élèvent à 601 K€.

Les créances clients brutes s'élèvent à 7 352 K€.

6.2.5 - AUTRES PLACEMENTS NON ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Dans le cadre de l'acquisition de la société Quatrx, Coheris a conclu un emprunt en septembre 2011 qui a fait l'objet d'une garantie donnée à l'établissement prêteur sous la forme d'un nantissement de comptes à terme à taux progressifs dont les échéances sont à 36 mois, pour un montant de 270 K€, et 60 mois, pour un montant de 90 K€.

Au regard de la norme IAS7 et la recommandation AMF n°2011-16, ces placements ont été analysés comme n'étant pas qualifiables d'équivalents de trésorerie et ont donc été portés sur une ligne distincte au bilan consolidé.

6.2.6 - TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Afin de bénéficier d'opportunités de placement plus rémunératrices que de simples OPCVM, Coheris a conclu en janvier 2011 des comptes à terme à taux progressifs à échéance 18 mois pour un montant global de 4 000 K€ (sous la forme de 8 contrats de 500 K€ l'un). Ces placements, dont la rémunération reste plus attractive en date de clôture que celle qui aurait été obtenue sur des placements CT (- 3 mois), sont résiliables à la fin de chaque trimestre et ce, sans pénalité. Dans ces conditions, si la société devait avoir à faire face à des besoins de trésorerie, il serait alors parfaitement possible de rompre un ou plusieurs contrats en vue de faire face à ces besoins.

Au regard de la norme IAS 7 et de la recommandation AMF n°2011-16, ces placements ont été analysés comme étant qualifiables d'équivalents de trésorerie et ont donc été présentés au poste trésorerie du bilan consolidé.

6.2.7 - ÉTAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

1 ^{er} semestre 2011	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé	499		499
Ecart de conversion	-5		-5
Autres			
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	-5		-5
Total des produits et charges de la période	494		494

1 ^{er} semestre 2012	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé	-743		-743
Ecart de conversion	6		6
Autres	-13		-13
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	-7		-7
Total des produits et charges de la période	-750		-750

6.2.8 - PROVISIONS RISQUES ET CHARGES

Elles évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2011.

(en milliers d'euros)	31/12 2011	Variation de périmètre	Dotation	Reprise	30/06 2012
Provisions pour risques et charges	749		227	113	863

Elles comprennent principalement la provision pour indemnités de fin de carrière pour 253 K€.

Les autres provisions se rapportent à divers litiges en cours ou risques financiers divers.

A la connaissance de la société, les litiges connus ne nécessitent pas de provisionnement supplémentaire dans les comptes au 30/06/12.

6.2.9 - EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

En K€	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	951	362	589	
Emprunts et dettes financières divers	263	263		
Total	1 214	625	589	

Les emprunts et dettes financières divers sont constitués principalement des comptes de participation des salariés.

6.2.10 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

La ligne « autres produits et charges opérationnels » correspond aux coûts liés des litiges dont l'antériorité est d'au moins 2 exercices.

6.2.11 - EFFECTIF

L'effectif du groupe au 30 juin 2012 est de 188 collaborateurs contre 198 au 30 juin 2011.

6.2.12 - IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Il se décompose comme suit en K€ :

Impôt dû	-
Impôt différé	394
Total	394

L'écart entre l'impôt théorique et l'impôt effectif s'explique comme suit (en K€) :

Résultat consolidé avant impôt et résultat des sociétés mises en équivalence	-1 109
Produit d'impôt théorique (taux d'impôt de Coheris : 33,33 %)	370
Impact amortissement du CIR non fiscalisé	66
Différences permanentes	-15
Impact des déficits non activé	-39
Divers	12
Produit d'impôt effectif	394

6.2.13 - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Au titre du premier semestre 2012, les rémunérations des mandataires se sont élevées à 143 K€ dont 5 K€ d'avantages en nature.

6.2.14 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Coheris a adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux, sans limitation de montant ni de durée.

6.3 - ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Suresnes le 12 septembre 2012

Fabrice Roux
Président Directeur Général



RAPPORT DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION
FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société COHERIS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.2.3. « Titres mis en équivalence » qui précise que la valeur de mise en équivalence des titres Jeeméo est liée aux perspectives de développement de cette participation au 30 juin 2012.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Boulogne Billancourt et Paris, le 20 septembre 2012

Les commissaires aux comptes

MAZARS
Raymond PETRONI
Léon LEWKOWICZ

EREC ASSOCIES
Didier LECHEVALIER



Siège social

22 quai Gallieni

92150 Suresnes

Tél. : +33 (0)1 57 32 60 60

Fax : +33 (0)1 57 32 62 00

www.coheris.fr